

## **Le NPA et l'unité à la gauche du PS**

jeudi 7 mai 2009, par [DEMARCQ Sandra](#), [GROND Pierre-François](#), [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2009).

**Nous [site du NPA] publions ici une tribune de Sandra Demarcq, Pierre-François Grond, Raoul Jennar, membres de l'exécutif national du NPA, envoyée au journal *Le Monde* voilà plus d'un mois et qui n'est jamais parue...**

---

Il s'est beaucoup dit et écrit que le NPA, d'emblée, avait décidé d'aller seul aux élections européennes. Et cette affirmation toute gratuite s'est souvent accompagnée de propos polémiques et de qualificatifs peu amènes. Nous ne nous placerons pas à ce niveau.

L'opinion publique est en droit de connaître la réalité de notre démarche. Une démarche qui s'appuie sur l'observation des pratiques des uns et des autres, hier comme aujourd'hui. Nous sommes plongés dans une crise globale et historique du capitalisme. Nous sommes confrontés à un pouvoir, celui de Nicolas Sarkozy et de Laurence Parisot, toujours aussi déterminés à faire payer aux mêmes, les classes populaires, la facture d'une crise qui n'est pas la leur.

Hier, nous avons enregistré le bilan catastrophique de la dernière présence du PS au gouvernement, une participation dont le PCF et les Verts partagent la responsabilité : davantage de privatisations que sous les deux gouvernements de droite précédents, participation à des décisions européennes qui ont eu des conséquences catastrophiques sur les services publics (transports, énergie, poste, éducation, santé), sur la déréglementation financière, sur le droit du travail. Aujourd'hui, nous observons que dans beaucoup de régions co-gérées par ces mêmes partenaires, le primat de la gestion publique cède le pas aux partenariats publics-privés, aux concessions privées (pour la distribution de l'eau, par ex.). Nous estimons donc légitime de réclamer de partenaires éventuels le refus de toute collaboration avec le PS qui gère le capitalisme.

Au moment où il se crée, le NPA veut rompre avec la trop longue succession des lendemains qui déchantent et des victoires électorales qui se terminent en échecs politiques, sociaux et écologiques. Créer les conditions d'une unité qui permettent de ne plus décevoir, telle est notre préoccupation. Elle impose de s'interdire des « coups électoraux » porteurs d'illusions mais sans effets sur la réalité d'un système qui exploite les humains et la planète. Elle oblige à sortir de l'ambiguïté et de l'aléatoire.

Pour ces raisons, les congressistes du NPA ont choisi un cadre pour des négociations. Il précise l'unité que nous voulons construire avec d'autres. Un rassemblement durable dans les luttes et dans les élections.

Une unité sur un contenu réel qui développe les raisons toujours actuelles à l'origine de notre refus du traité constitutionnel européen, qui couvre à la fois les questions sociales et écologiques, tout comme les questions démocratiques. L'unité doit porter un projet anticapitaliste au contenu précis en rupture avec le système.

Une unité qui doit se retrouver sur le terrain, dans les luttes sociales et écologiques, contre la casse sociale, contre le démantèlement du droit du travail et des services publics, contre le productivisme, la marchandisation du vivant, pour la sortie du nucléaire. La démarche électorale seule ne pourra résoudre la crise du capitalisme exploiteur et productiviste.

Une unité qui ne soit pas un cartel électorale sans lendemain, mais qui s'inscrive comme un instrument durable pour les luttes des travailleurs. Une unité qui ne se limite pas aux élections européennes, mais s'étende aux élections qui suivent, toujours dans l'indépendance vis-à-vis du PS. La crise et Sarkozy seront, hélas, encore là au lendemain du scrutin européen.

Cette conception de l'unité a été adoptée lors de notre congrès. Nous l'avons présentée à tous les partenaires potentiels, depuis le PCF jusqu'aux Objecteurs de Croissance, en passant par le Parti de Gauche, la Fédération et les Alternatifs.

Nos premiers contacts avec le PG du sénateur Mélenchon avaient été très prometteurs ainsi qu'en témoigne le compte-rendu commun rendu public. Mais ils n'ont pas eu de suite, le PCF ayant exigé que les contacts ultérieurs se fassent de manière tripartite. Une exigence acceptée par le PG. Ce qui a compromis les chances d'un accord, les divergences avec le PCF sur le contenu comme sur la durée de l'unité étant abyssales.

Nous avons rencontré la Fédération, qui nous a reproché notre refus de signer un chèque en blanc avec le cartel PCF-PG. Alors qu'eux-mêmes n'ont pas obtenu du PCF de pouvoir le rencontrer !

Le Parti Pour la Décroissance et le Mouvement des Objecteurs de Croissance ont affirmé ne pas être intéressés par les élections, mais souhaitent poursuivre le dialogue sur des questions de fond.

Avec les Alternatifs, nous avons enregistré de très nombreuses convergences. Mais leurs militants ont préféré, faute d'unité plus large, ne pas participer aux élections, même si 41% d'entre eux étaient favorables à un accord avec le NPA.

Si « une occasion historique a été manquée », ce n'est pas notre fait. Le « Front de gauche » n'est qu'un tête à tête entre deux partis : le PCF et le parti de Gauche. Ce qui marque l'échec d'un rassemblement sans contenu et sans clarté stratégique.

Nous regrettons cet échec avec des interlocuteurs qui ne sont pas des adversaires et qui pouvaient devenir des partenaires dans le cadre d'un accord précis sur son contenu et sur sa durée. Personne ne peut faire grief au NPA d'être ferme sur les principes et les stratégies, tout particulièrement en ces temps où la confusion des idées domine, où on entend de la bouche des mêmes le contraire de qu'ils disaient il y a à peine un an.

**Sandra Demarcq, Pierre-François Grond, Raoul Jennar**

**Membres de l'exécutif national du NPA**